



Conseil économique et social

Distr.: Générale
20 août 2013

Français
Original: Anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Comité de l'environnement et du développement

Troisième session

Bangkok, 29-31 octobre 2013

Point 6 de l'ordre du jour provisoire *

Préparatifs régionaux de la septième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique et de la troisième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat III)

Aperçu et préparatifs de la septième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique

Note du secrétariat

Résumé

Le présent document a pour objet de donner un aperçu historique de la Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique afin de stimuler les débats et de faire progresser les préparatifs de la septième session de la Conférence, prévue en 2015, la trentième année depuis sa première convocation. Les résultats préliminaires de l'examen à mi-parcours des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan régional d'application pour le développement durable en Asie et dans le Pacifique (2011-2015) y sont présentés. L'avis du Comité est sollicité à propos de la planification et des préparatifs de la septième Conférence ministérielle.

* E/ESCAP/CED(3)/L.1.

Table des matières

I.	Introduction.....	2
II.	Trente années d'existence de la Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement: historique et réalisations	2
III.	Cadre historique et résultats	3
IV.	Examen à mi-parcours: progrès accomplis dans la mise en œuvre des résultats de la sixième Conférence ministérielle.....	4
V.	Planification et préparatifs de la septième Conférence ministérielle	9
VI.	Questions à examiner	9
Annexes		
I.	Résultats et domaines d'action prioritaires des Conférences ministérielles sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique précédentes.....	11
II.	Activités dont ont fait état les organisations internationales et régionales en rapport avec les six domaines d'action du Plan régional d'application pour le développement durable en Asie et dans le Pacifique (2011-2015)	13

I. Introduction

1. Convoquée pour la première fois en 1985, la Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique a placé les questions d'environnement et de développement en tête des préoccupations régionales. Les ministres de toute l'Asie et du Pacifique se sont réunis à cette occasion avant la publication de « Notre avenir à tous »¹ (appelé également le rapport Brundtland), qui a établi sans ambiguïté le lien entre les domaines de l'environnement et du développement et est considéré par beaucoup comme le point de départ de l'engagement mondial en faveur du développement durable. Depuis cette première session, la Conférence ministérielle offre aux représentants de rang ministériel élevé un cadre pour examiner, discuter et élaborer des solutions novatrices aux problèmes les plus urgents qui se posent à la région dans le domaine de l'environnement et du développement.

2. En 2015, la septième Conférence ministérielle marquera le trentième anniversaire de la Conférence. Au cours des trente années qui ont suivi la première réunion des ministres à Bangkok, les engagements pris dans le domaine de l'environnement et du développement ont évolué considérablement. La septième Conférence ministérielle se tiendra dans le contexte du cadre de développement pour l'après-2015, offrant une nouvelle fois l'occasion à la Conférence ministérielle d'être à l'avant-plan de la conception du programme d'action régional dans le domaine de l'environnement, du développement et de la durabilité.

II. Trente années d'existence de la Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement: historique et réalisations

3. L'annexe I contient une liste complète des résultats obtenus au cours des trente années d'existence de la Conférence ministérielle. Un résultat

¹ *Rapport de la Commission mondiale de l'environnement et du développement: Notre avenir à tous*. Voir le document A/42/427 de l'Assemblée générale, annexe.

marquant de la première Conférence ministérielle, tenue à Bangkok en 1985, a été la Déclaration et le Cadre de plans d'action pour la gestion de l'environnement en Asie. Les deuxième et troisième Conférences ministérielles se sont tenues toutes deux à Bangkok, respectivement en 1990 et en 1995. La Déclaration ministérielle sur un développement écologiquement rationnel et durable en Asie et dans le Pacifique a été le principal document issu de la deuxième Conférence ministérielle, tandis que le Programme d'action régional 1996-2000 pour un développement écologiquement rationnel et durable était au nombre des documents finaux de la troisième Conférence ministérielle.

4. La quatrième Conférence ministérielle, tenue à Kitakyushu en septembre 2000 à l'invitation du Gouvernement japonais, a souligné la nécessité d'adopter un nouveau modèle de développement durable, en relevant l'importance de la coopération régionale pour réaliser les objectifs communs et le souhait d'une participation plus active des principaux groupes aux conférences futures.

5. La cinquième Conférence ministérielle, organisée en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque asiatique de développement (BAsD), a été accueillie par le Gouvernement de la République de Corée à Séoul en mars 2005. Elle a été la première réunion tenue dans la région à porter principalement sur la synergie entre la durabilité environnementale et la croissance économique. Les participants ont approuvé des stratégies d'application destinées à améliorer la durabilité environnementale tout en luttant contre la pauvreté à l'aide d'un « cadre directif pour la promotion d'une croissance économique écologiquement durable ou croissance verte »².

6. La sixième Conférence ministérielle s'est tenue à Astana du 27 septembre au 2 octobre 2010 à l'invitation du Gouvernement kazakh. Elle visait à promouvoir davantage la croissance verte comme stratégie de développement durable pour la région en se fondant sur des déclarations et des plans d'action internationalement et régionalement convenus. Elle a été la première à faire une place de choix à la dimension interrégionale dans ses délibérations, en étudiant les synergies et les liens possibles entre la Conférence ministérielle pour l'Asie et le Pacifique et la Conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe ».

III. Cadre historique et résultats

7. Les préparatifs de la Conférence ministérielle ont inclus les cinq sous-régions de l'Asie et du Pacifique à l'occasion de cinq réunions préparatoires sous-régionales et d'une réunion préparatoire régionale. La Conférence ministérielle commence par une réunion de hauts responsables qui prépare les projets de document à présenter aux ministres pour adoption.

8. La documentation de fond de la Conférence comprend généralement un bilan de l'état de l'environnement en Asie et dans le Pacifique, publié en anglais sous le titre *State of the Environment in Asia and the Pacific*, où sont relevés les problèmes émergents et persistants et les tendances dans le

² Voir E/ESCAP/MCED(05)/Rep, annexe II, par. 5.

domaine de l'environnement et du développement, ainsi que des rapports sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des déclarations, des initiatives et des plans d'action régionaux et internationaux adoptés lors des Conférences ministérielles précédentes.

9. Les documents finaux de la Conférence ministérielle comprennent traditionnellement une déclaration ministérielle, assortie d'un plan d'application régional quinquennal. Ces plans d'application sont censés faire fond sur les engagements antérieurs et sur les progrès accomplis, et mettre à profit les enseignements tirés.

10. Le secrétariat a généralement été prié d'aider les membres et membres associés à mettre en œuvre les résultats des Conférences ministérielles, entre autres, en leur fournissant une assistance technique, en contribuant au développement de leurs capacités, en facilitant la coopération régionale et sous-régionale, en stimulant la communication entre les membres et les parties intéressées et en présentant des rapports sur les progrès accomplis dans ces actions.

11. Depuis sa quatrième session, la Conférence ministérielle a également offert la possibilité d'adopter des initiatives régionales pour le développement durable. Traditionnellement, elle a aussi offert aux organisations nationales, régionales et internationales un cadre pour une participation active à un niveau élevé à l'occasion de manifestations parallèles ou annexes.

IV. Examen à mi-parcours: progrès accomplis dans la mise en œuvre des résultats de la sixième Conférence ministérielle

12. Le Plan régional d'application pour le développement durable en Asie et dans le Pacifique (2011-2015) (E/ESCAP/MCED(6)/12) définit six domaines d'activité essentiels³. Il donne aux membres et membres associés de la CESAP des orientations concernant les actions propres à promouvoir le développement durable conformément aux accords internationaux existants, et précise comment les organisations régionales et internationales peuvent aider davantage les États à mettre en œuvre les programmes afin d'assurer le développement durable dans les six domaines d'activité retenus.

13. Dans les paragraphes 14 à 27 ci-après, le secrétariat présente les résultats d'un examen à mi-parcours de la mise en œuvre du Plan régional d'application pour le développement durable en Asie et dans le Pacifique (2011-2015). L'examen à mi-parcours est mené par le secrétariat suivant les dispositions de la Déclaration ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique (2010) (E/ESCAP/MCED(6)/11) et de la résolution 67/3 de la Commission,

³ Les six domaines d'activité essentiels définis dans le Plan régional d'action pour le développement durable en Asie et dans le Pacifique (2011-2015) sont les suivants: a) harmoniser croissance économique rapide, création d'emplois et durabilité écologique; b) promouvoir un développement urbain durable; c) renforcer la capacité de charge écologique; d) améliorer la gestion des ressources énergétiques pour un développement durable; e) améliorer la gestion des ressources en eau aux fins du développement durable; f) renforcer la capacité d'adaptation du développement socioéconomique aux changements climatiques.

relative à la sixième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique.

14. Les membres et membres associés ont été invités officiellement à participer, à titre volontaire, au processus d'examen à mi-parcours en complétant un questionnaire d'enquête. La possibilité leur a été offerte de remplir le questionnaire en ligne ou de télécharger d'un site Web dédié une version du questionnaire en format Microsoft Word ou PDF qu'ils pouvaient compléter et soumettre sous forme électronique ou sur support papier. L'enquête a été conçue pour faciliter la collecte et la transmission d'informations recueillies auprès des principaux ministères concernés par les divers domaines d'activité énoncés dans le Plan régional d'application. Par ailleurs, les organisations internationales et régionales ont été invitées à rendre compte des activités menées et des initiatives prises au titre des divers domaines d'activité du Plan régional d'application.

15. À la date du 20 août 2013, les membres et membres associés ci-après avaient communiqué leurs réponses au questionnaire: Japon, Kirghizistan, Tuvalu et Hong Kong (Chine)⁴. Les organisations internationales suivantes avaient soumis le formulaire de collecte des données: le PNUE, le secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la BASD, l'Organisation de coopération économique (OCE), l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) et la Commission économique pour l'Europe (CEE).

16. Trois États membres ont indiqué avoir pris part directement à des activités visant à « harmoniser croissance économique rapide, création d'emplois et durabilité écologique ». Leurs réponses ont mentionné notamment les domaines d'action ci-après: l'efficacité des ressources; les indicateurs d'éco-efficacité; la gestion durable des déchets; l'intégration des programmes environnementaux dans les plans de développement nationaux; l'utilisation d'évaluations d'impact stratégiques dans la planification nationale; l'utilisation de l'évaluation de l'impact environnemental dans la planification nationale (et pour des projets particuliers); l'investissement et l'innovation dans le domaine des technologies vertes au niveau national; les marchés publics verts; et les politiques et plans d'adaptation aux changements climatiques. Au nombre des grandes réalisations signalées figurent l'élaboration de plans nationaux d'adaptation, de plans d'action nationaux pour le développement durable et de législation afférente aux études d'impact environnemental.

17. Un État membre et un membre associé ont indiqué avoir pris part directement à des activités relatives au « développement urbain durable ». Les principaux domaines d'action mentionnés à cet égard sont notamment les suivants: la conception et l'aménagement urbains durables; la conception de logements durables et écologiquement rationnels; et la promotion du développement à faible intensité de carbone au niveau régional. Leurs principales réalisations sont notamment les suivantes: la prise en compte des changements climatiques dans les activités

⁴ Les réponses à l'enquête seront acceptées jusqu'au 31 décembre 2013. Toutes les réponses à l'examen à mi-parcours seront prises en considération dans le rapport d'examen final sur le Plan régional d'application pour le développement durable en Asie et dans le Pacifique (2011-2015), qui sera soumis à la septième Conférence ministérielle.

d'urbanisme; l'adaptation des règlements de construction; et l'utilisation d'un outil d'évaluation de la durabilité assistée par ordinateur afin de faciliter l'aménagement urbain.

18. Trois réponses ont fait état d'une participation directe à des activités visant à « renforcer la capacité de charge écologique ». Les domaines d'action signalés visant une gestion des ressources naturelles propre à faciliter les services concernant l'utilisation des terres, de la mer et de l'eau tout en assurant une réduction équitable de la pauvreté étaient notamment les suivants: l'adoption de dispositions pour une bonne gestion des ressources naturelles, la gestion des services concernant l'eau douce et les écosystèmes, et l'adaptation aux changements climatiques; la formulation d'une politique nationale favorable; des formules de partenariat; la réduction de la pauvreté; la résilience et les actions socioéconomiques visant spécifiquement les écosystèmes montagneux, les pays sans littoral et les petits États insulaires en développement. Dans le domaine des pratiques agricoles et forestières durables, les réponses ont fait mention des actions suivantes: le recours aux pratiques agricoles traditionnelles, en particulier dans les écosystèmes montagneux et les petits États insulaires en développement; et l'utilisation des connaissances autochtones et la promotion de l'agriculture écoefficace ou organique, en particulier dans les pays en développement sans littoral. L'eau et l'alimentation sont des domaines dans lesquels on a œuvré pour l'élaboration de politiques favorisant une consommation et une production écologiquement durables. Parmi les principales activités mentionnées, on retiendra: la révision de la législation nationale afin d'y inclure les pêcheries communautaires; la réalisation de travaux de recherche en vue de mieux préserver la biodiversité et la gestion de plans et mesures stratégiques; la consultation des communautés locales afin de mettre au jour et d'utiliser les connaissances locales et les techniques agricoles traditionnelles et la contribution aux Systèmes ingénieurs du patrimoine agricole mondial lancés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); la délimitation et la gestion de zones marines protégées à l'échelon local; l'institutionnalisation de mécanismes de protection des espèces menacées; et la promotion de la gestion participative de l'irrigation dans les pays asiatiques dans le cadre d'initiatives de coopération technique.

19. Deux États membres et un membre associé ont indiqué avoir pris part directement à des activités visant à « améliorer la gestion des ressources énergétiques pour un développement durable ». Les domaines d'action mentionnés sont notamment les suivants: l'efficacité énergétique et les économies d'énergie; les énergies de substitution et les énergies renouvelables; l'évaluation de l'efficacité énergétique et du potentiel des énergies renouvelables; l'utilisation durable des ressources énergétiques; et la prise en compte de ces aspects dans les stratégies de développement durable. Les principales actions signalées sont notamment les suivantes: la réduction des émissions de carbone grâce à l'utilisation de combustibles propres et au renforcement de l'efficacité énergétique; la promotion de l'efficacité énergétique pour les bâtiments et les produits; la promotion de l'énergie renouvelable; la sollicitation de contributions de la communauté pour améliorer l'efficacité énergétique; le raccordement de systèmes photovoltaïques aux réseaux pour la production d'électricité; et l'amélioration de la gestion de la demande d'électricité. Les Tuvalu ont indiqué qu'ils étaient déterminés à atteindre leur objectif de 100 % d'énergie renouvelable d'ici à 2020.

20. Trois réponses ont fait état d'une participation directe à l'« amélioration de la gestion des ressources en eau aux fins du développement durable ». Les domaines d'action mentionnés sont notamment les suivants: l'établissement d'une feuille de route pour un développement urbain et une gestion des ressources en eau durables; la promotion d'une infrastructure hydraulique écoefficace en milieu urbain; l'élaboration d'une stratégie régionale pour un développement urbain et économique et une mise en valeur des ressources en eau durables; et la promotion d'un mode de partenariat propre à assurer un développement urbain et une gestion des ressources en eau durables. À l'échelon national, il a été fait mention des mesures ci-après prises pour étendre les services d'alimentation en eau des zones urbaines aux zones rurales dans le cadre de l'action menée en faveur de l'élimination de la pauvreté: la modernisation des systèmes d'irrigation; la promotion de l'éco-efficacité de l'eau; un approvisionnement suffisant des ménages en eau; et l'accès à l'eau (notamment à l'eau potable et à l'assainissement). Les mesures prises au niveau national pour promouvoir une meilleure résilience socioéconomique grâce à la bonne gestion des ressources en eau comprenaient notamment: le développement des connaissances et des pratiques concernant les infrastructures hydrauliques écoefficaces en milieu urbain; l'établissement de partenariats afin de partager l'information et d'assurer la gestion des systèmes d'alerte avancée, l'adaptation aux changements climatiques, les effets de la contamination et des changements climatiques sur les ressources en eau; et la gestion des écosystèmes et des ressources naturelles pour améliorer la résilience socioéconomique, en ce qui concerne en particulier les écosystèmes montagneux et les petits États insulaires en développement. Les principales actions mentionnées sont notamment les suivantes: la gestion et le contrôle des ressources en eau afin de mieux les préserver et les protéger; l'utilisation des techniques modernes pour contrôler la qualité de l'eau en temps réel; la collecte et le stockage des eaux pluviales, et l'utilisation de latrines à compost.

21. Trois États membres ont indiqué avoir participé directement au « renforcement de la capacité d'adaptation du développement socioéconomique aux changements climatiques ». Les domaines d'action signalés sont notamment les suivants: le renforcement des capacités; l'appui institutionnel; le transfert de technologie; les investissements dans la protection de la base de ressources naturelles aux fins de la sécurité alimentaire et du développement durable; l'autonomisation des populations locales; la sensibilisation des populations; l'assistance aux populations vulnérables; le suivi et la prise de décision participatifs; et la mise en œuvre participative, notamment pour la réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts (REDD+). Les principales mesures mentionnées à cet égard comprennent notamment: des mesures appliquées à l'échelon local pour renforcer la résilience face aux changements climatiques, ainsi que le développement des capacités afin de conférer aux populations locales les compétences techniques devant leur permettre de comprendre les effets des changements climatiques et d'y réagir.

22. Globalement, au vu des réponses reçues, les facteurs ci-après ont contribué à faciliter la mise en œuvre: la mobilisation au niveau communautaire, l'adhésion et la participation de la population locale aux projets; la participation d'organisations non gouvernementales pour faciliter les processus engagés; et la facilitation de la gestion à l'échelon communautaire comme moyen de surmonter les problèmes de contrôle et

d'application. Ont aussi été mentionnés comme facteurs de réussite la bonne coordination entre les départements concernés et le maintien du dialogue et de la coopération avec les parties intéressées pour la formulation des plans et stratégies d'application. Dans une réponse, il a été précisé que d'ici à 2015, une action intégrée dans l'ensemble de l'appareil gouvernemental déboucherait sur un plan d'adaptation. Les problèmes mentionnés sont notamment les suivants: l'accès à des financements insuffisants; la difficulté à trouver des technologies adaptées au contexte national dans le domaine des énergies renouvelables et durables; et le manque de moyens pour assurer l'entretien des systèmes énergétiques complexes ainsi que le coût prohibitif des technologies.

23. Les organisations internationales ci-après ont été mentionnées dans les réponses au questionnaire comme partenaires dans la réalisation des travaux susmentionnés: PNUD; PNUE; Fonds pour l'environnement mondial (FEM); FAO; Agence japonaise de coopération internationale (AJCI); Fonds mondial pour la nature; Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI); Commission du Mékong; Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement; Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS); Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique; Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC); Groupe d'experts des pays les moins avancés; Agence australienne pour le développement international; et plusieurs universités et établissements universitaires. Aucune réponse ne fait état d'une demande d'assistance adressée à la CESAP.

24. L'Annexe II récapitule les principales actions menées par les organisations internationales et régionales en rapport avec les six domaines d'activité du Plan régional d'application, ainsi que les modalités suivies.

25. Par ailleurs, deux réponses ont indiqué que les actions signalées avaient été engagées à l'appui de deux initiatives régionales mentionnées dans le Plan régional d'application: l'Initiative d'Astana pour une « passerelle verte » et la Stratégie de développement durable pour l'Asie centrale⁵. Elles ont également fait état de la coopération établie avec les pouvoirs publics, le monde universitaire et scientifique, la communauté internationale et des organisations de la société civile. Peu d'organisations ont indiqué avoir travaillé avec le secteur privé.

26. S'agissant des principales modalités énoncées dans le Plan régional d'application, les organisations internationales et régionales ont indiqué avoir utilisé 82 fois la modalité c) - « renforcer la capacité des pays à adapter, reproduire et améliorer les pratiques novatrices et les mesures de politique générale, grâce au développement des capacités et à la formation de formateurs, y compris par la formation en ligne » - pour l'exécution de projets. La deuxième modalité la plus fréquemment utilisée, à 44 reprises,

⁵ D'autres initiatives régionales sont mentionnées dans le Plan régional d'application: l'Initiative de Séoul pour une croissance verte; le Programme de coopération de la sous-région de l'Asie du Nord-Est en matière d'environnement; la Déclaration de Thimpu sur les changements climatiques; la Stratégie sous-régionale pour le développement durable en Asie du Sud; la Déclaration des dirigeants de l'ASEAN sur la lutte commune face aux changements climatiques (2010); la Stratégie sous-régionale pour le développement durable dans la sous-région Bassin du Mékong; le Partenariat pour la croissance verte dans le Pacifique; et l'Analyse et les lignes directrices pour la croissance verte dans les petits États insulaires en développement.

était la modalité a) - « entreprendre des recherches normatives et analytiques sur les questions émergentes et les solutions novatrices afin d'élaborer des recommandations de politique générale, et entreprendre des recherches et des analyses en vue de mettre au point des modèles susceptibles d'être reproduits ». En troisième lieu, avec 33 utilisations indiquées, vient la modalité b) - « catalyser des recommandations de politique générale de haut niveau et à forte visibilité grâce à une concertation et des forums régionaux et des conférences ministérielles spécialement organisées à cette fin ». Les modalités d) et e) ont été utilisées respectivement à huit et dix reprises.

27. Enfin, à la deuxième session de Comité de l'environnement et du développement, tenue en 2012, le secrétariat a présenté un document intitulé « Progrès dans l'application des résultats de la sixième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique » (E/ESCAP/CED(2)/7).

V. Planification et préparatifs de la septième Conférence ministérielle

28. Suivant la Déclaration ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique (2010), les membres et membres associés de la CESAP ont convenu que la septième Conférence ministérielle devrait être convoquée en 2015. Par la suite, dans sa résolution 67/3 relative à la sixième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique, la Commission a prié la Secrétaire exécutive de convoquer la septième Conférence ministérielle en 2015.

29. L'année 2015 constituera un tournant pour le programme d'action international en faveur du développement, car elle marquera l'échéance des Objectifs du Millénaire pour le développement et correspondra au lancement du programme de développement pour l'après-2015, dont les processus mondiaux et régionaux sont actuellement en train de se mettre en place. Se situant au niveau le plus élevé des concertations régionales, la septième Conférence ministérielle pourrait offrir pour la première fois à la région l'occasion d'inscrire des initiatives et des activités dans le programme de développement pour l'après-2015.

30. Si les questions de l'accueil, du lieu et des thèmes précis de la septième Conférence ministérielle restent à discuter, certains éléments de programmation ont déjà été convenus dans le contexte des déclarations ministérielles et des résolutions de la Commission, dont le rapport d'examen final du Plan régional d'application pour le développement durable en Asie et dans le Pacifique (2011-2015) conformément à la résolution 67/3 de la Commission.

VI. Questions à examiner

31. Les membres et membres associés ainsi que les organisations régionales et internationales sont invités à soumettre leurs réponses au questionnaire d'enquête pour l'examen à mi-parcours avant ou durant la présente session du Comité de manière à ce qu'elles puissent être prises en compte dans le bilan à mi-parcours qui sera fait durant la session du

Comité. Au cours de celle-ci, les États membres pourront procéder à des échanges de vues, de plans et de rapports sur les mesures prises au niveau national aux fins de la mise en œuvre de la Déclaration ministérielle et du Plan régional d'application. Les réponses au questionnaire seront acceptées jusqu'au 31 décembre 2013. Elles seront prises en compte pour le rapport d'examen final sur le Plan régional d'application, qui sera soumis à la septième Conférence ministérielle.

32. Le Comité pourra dispenser des conseils au secrétariat sur les éléments d'un programme régional et sous-régional propre à faciliter la mise en œuvre de la Déclaration ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique (2010) et du Plan régional d'application.

33. Le secrétariat sollicite par ailleurs les conseils des membres et membres associés à propos des préparatifs de la septième Conférence ministérielle afin de pouvoir la convoquer sans délai. En particulier, toute recommandation de thèmes spécifiques pour la Conférence sera appréciée, de même que toute proposition de pays hôte.

34. Le Comité pourra également donner des conseils au secrétariat concernant les éléments d'un mécanisme efficace pour la compilation et les communications des données destinées à l'établissement du rapport d'examen final sur le Plan régional d'application, qui devra être soumis à la septième Conférence ministérielle.

Annexe I

Résultats et domaines d'action prioritaires des Conférences ministérielles sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique précédentes

<i>Date</i>	<i>Numéro</i>	<i>Lieu</i>	<i>Résultats</i>	<i>Cote du document</i>
6-12 février 1985	MCED1	Bangkok	Déclaration et Cadre de plans d'action pour la gestion de l'environnement en Asie Ciblés sur l'environnement, les écosystèmes terrestres, l'environnement marin, l'hygiène du milieu, l'environnement urbain (y compris les établissements humains), le tourisme, la sensibilisation à l'écologie et la gestion de l'environnement dans la région.	E/ESCAP/417
10-16 octobre 1990	MCED2	Bangkok	Déclaration ministérielle sur un développement écologiquement rationnel et durable en Asie et dans le Pacifique Ciblée sur une approche intégrée de l'environnement et du développement aux fins de la prise en compte de l'environnement dans la planification économique.	IHE/MCED/Rep.
22-28 novembre 1995	MCED3	Bangkok	Programme d'action régional 1996-2000 pour un développement écologiquement rationnel et durable <i>Domaines d'action:</i> Prévention et maîtrise de la pollution et amélioration de la qualité de l'environnement; conservation et gestion des ressources naturelles et des écosystèmes; amélioration des politiques de développement durable; indicateurs et évaluation du développement durable.	E/ESCAP/MCED/Rep.
31 août - 5 sept. 2000	MCED4	Kitakyushu (Japon)	Perspective pour le XXI^e siècle: Déclaration ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique (2000) Ciblée sur l'élargissement de l'action menée dans le cadre d'un « nouveau » modèle de développement durable. Programme d'action régional 2001-2005 pour un développement écologiquement rationnel et durable <i>Domaines d'action:</i> Qualité de l'environnement et santé; diversité biologique; environnements côtier et marin; ressources en eau douce; désertification et dégradation des sols; mondialisation et intégration des politiques; mise en valeur durable de l'énergie; et changements climatiques. Message régional pour l'examen décennal de la mise en œuvre des décisions de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement	E/ESCAP/MCED(00)/Rep.

<i>Date</i>	<i>Numéro</i>	<i>Lieu</i>	<i>Résultats</i>	<i>Cote du document</i>
			Rapport de la Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique (2000)	
23-29 mars 2005	MCED5	Séoul	<p>Approbation de l'Initiative de Kitakyushu pour un environnement propre</p> <p>Déclaration ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique (2005) Ciblée sur la synergie entre la durabilité environnementale et la croissance économique.</p> <p>Plan régional d'application pour le développement durable en Asie et dans le Pacifique (2006-2010) Cadre directif pour la promotion d'une croissance économique écologiquement durable ou croissance verte.</p> <p><i>Domaines d'action:</i> Amélioration de la durabilité environnementale; amélioration de la performance environnementale; promotion de la protection de l'environnement en tant que source de croissance durable; et intégration de la gestion des risques de catastrophe et de la planification préalable aux politiques de développement socioéconomiques et à leur planification.</p> <p>Approbation de l'Initiative de Séoul pour une croissance économique écologiquement durable (croissance verte)</p>	E/ESCAP/MCED(05)/Rep.
27 sept. – 2 octobre 2010	MCED6	Astana	<p>Déclaration ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique (2010) Ciblée sur la promotion accrue de la croissance verte comme stratégie de développement durable pour la région en se fondant sur l'examen des déclarations et des plans d'action convenus aux niveaux international et régional.</p> <p>Plan régional d'application pour le développement durable en Asie et dans le Pacifique (2011-2015) <i>Domaines d'action:</i> Harmonisation de la croissance économique rapide, création d'emplois et durabilité écologique; promotion d'un développement urbain durable; renforcement de la capacité de charge écologique; amélioration de la gestion des ressources énergétiques pour un développement durable; amélioration de la gestion des ressources en eau aux fins du développement durable; et renforcement de la capacité d'adaptation du développement socioéconomique aux changements climatiques.</p> <p>Accueil favorable et approbation de l'Initiative d'Astana pour une « passerelle verte »</p>	E/ESCAP/MCED(6)/11
				E/ESCAP/MCED(6)/12
				E/ESCAP/MCED(6)/13

Annexe II

Activités dont ont fait état les organisations internationales et régionales en rapport avec les six domaines d'action du Plan régional d'application pour le développement durable en Asie et dans le Pacifique (2011-2015)

Org.	Initiatives mentionnées	Modalités				
		a	b	c	d	e
A. Harmoniser croissance économique rapide, création d'emplois et durabilité écologique						
PNUE	SWITCH Asia	X		X		
	Consultations régionales sur la consommation et la production durables	X		X		
	Initiative pour une économie verte	X		X		
	Assistance au secrétariat de l'ASARC pour la préparation de l'édition 2013 de « South Asia Environment Outlook »					
	Appui technique et financier à la Mongolie	X				
UNICEF	Initiatives de réduction des risques de catastrophe (relevé de 2013)			X		X
BAsD	« Green Growth, Resources and Resilience » (http://www.adb.org/publications/green-growth-resources-and-resilience)	X				
	« Environment Operational Directions 2013-2020: Promoting Transitions to Green Growth in Asia and the Pacific » (http://www.adb.org/documents/environment-operational-directions-2013-2020)	X				
	« Policies and Practices for Low-Carbon Green Growth in Asia » (http://www.adb.org/sites/default/files/pub/2012/policies-green-growth-asia-highlights.pdf)	X				
CEE	Stratégie pour l'éducation en vue du développement durable (http://www.unece.org/env/esd.html)			X		
	Green and Health-Friendly Sustainable Mobility: Focus on Urban Central Asia (http://www.unece.org/index.php?id=33020)			X		
	« Innovation performance review in Kazakhstan (2012) » (www.unece.org/ceci-welcome/ceci-publications/ceci/2012/innovation-performance-review-of-kazakhstan/doc.html)	X				
	Eastern Partnership (EaP) Green for Eastern Europe and Caucasus (La CEE est responsable de l'élément 2: évaluation stratégique environnementale (ESE) et étude d'impact environnementale (EIE) (http://www.oecd.org/env/outreach/eapgreen.htm)			X		
	Forum économique du SPECA sur le thème « 20 ans de coopération et d'intégration économiques régionales en Asie centrale: réussites, problèmes et perspectives » (novembre 2011) (http://www.unece.org/speca/meetings-and-events/economic-forums/2011/2011-speca-economic-forum-20-years-of-regional-economic-cooperation-in-central-asia-successes-challenges-and-prospects/docs.html)			X		
	Projet au titre du compte pour le développement de l'ONU: renforcement de la capacité des pays du SPECA à adopter et appliquer les écotecnologies novatrices pour l'adaptation aux changements climatiques (2012-2013) (Projet conjoint avec la CESAP et du PNUD) (http://www.unece.org/greentech.climateadaptation.html)	X	X	X		
	Groupe de travail du projet SPECA sur un développement fondé sur le savoir (http://www.unece.org/speca/kbd_v.html)		X	X		
	Séminaire sur une méthodologie pour le développement des systèmes régionaux d'innovation au Kazakhstan (2013)		X	X		
	Forum économique du SPECA sur le thème « Renforcer la coopération et l'intégration économiques régionales en Asie centrale par le partage de l'expérience asiatique » (2012) (http://www.unece.org/index.php?id=31304)		X			

Org.	Initiatives mentionnées	Modalités				
		a	b	c	d	e
B. Promouvoir un développement urbain durable						
PNUE	Initiative pour des logements sociaux durables	X				
UNICEF	Indonésie: « Urban WASH Brief » (2012)			X		
	Pacifique: Résilience et planification avisée des risques concernant l'eau, l'assainissement et l'hygiène	X		X		
BASD	« Determinants of Urbanization » (http://www.adb.org/sites/default/files/pub/2013/ewp-355.pdf)	X				
	« Urban Operational Plan 2012-2020 » (http://www.adb.org/sites/default/files/urban-operational-plan-2012-2020.pdf)			X		
	« Green Cities » (http://www.adb.org/sites/default/files/pub/2012/green-cities.pdf)			X		
	Initiative de développement des villes d'Asie (http://www.adb.org/themes/environmental/environmental-initiatives-partnerships)			X		
	« Sustainable Transport Initiative Operational Plan » (http://www.adb.org/sites/default/files/pub/2010/Sustainable-Transport-Initiative.pdf)			X		
	« Guidebook: Increasing Climate Change Resilience of Urban Water Infrastructure » (http://www.adb.org/sites/default/files/pub/2013/guidebook-climate-change-resilience.pdf)			X		
	« The Clean Development Mechanism: A Field Guide for Transport Projects » (http://www.adb.org/sites/default/files/pub/2013/saok-wp-16-clean-development-mechanism.pdf)				X	
	Partenariat pour des transports durables et à faibles émissions (http://www.slocat.net/)	X				
	« Gender Equality and Food Security – Women's Empowerment as a Tool Against Hunger » (http://www.adb.org/sites/default/files/pub/2013/gender-equality-and-food-security.pdf)	X				
CEE	« Challenges and priorities in housing and urban development in ECE region » (http://www.unece.org/index.php?id=32586)	X				
	Projet de stratégie pour une gestion durable de l'habitat et des terres dans la région de la CEE (2014-2020) (octobre 2013) (http://www.unece.org/index.php?id=32586 sous Documents)		X			
	Atelier du Groupe de travail sur l'administration des biens fonciers: « Soutien à la reprise de l'économie mondiale: rôle des autorités chargées de l'enregistrement des biens fonciers » (octobre 2012) (http://www.unece.org/index.php?id=28854)		X	X	X	
	Séminaire dans la série « Économie verte » sur le développement urbain durable: « Construire les villes que nous voulons » (novembre 2012) (http://www.unece.org/index.php?id=31185)		X	X		
	Atelier du Groupe de travail sur l'administration des biens fonciers: « Information spatiale, aménagement foncier spontané, propriété et logement » (décembre 2012) (http://www.unece.org/index.php?id=28878)		X	X	X	
	Réunion d'experts sur les bonnes pratiques pour une efficacité énergétique dans le secteur du logement (février 2013) (http://www.unece.org/index.php?id=31990)	X				
	Séminaire conjoint CEE – Banque mondiale: « Villes d'Eurasie: nouvelles réalités le long de la Route de la soie » (mars 2013) (http://www.unece.org/index.php?id=32325)			X		
	Atelier conjoint CEE – Banque mondiale: « Administration des biens fonciers en Asie centrale: systèmes de construction pour relever les défis du XXI ^e siècle » (mars 2013) (http://www.unece.org/index.php?id=32021)		X	X	X	
	Réunion conjointe Habitat-Deuxième Forum sur le logement pour l'Europe et l'Asie centrale (avril 2013) (http://www.unece.org/index.php?id=31595)	X				
	Concertation nationale sur le développement urbain durable, le logement et la gestion des biens fonciers (mai 2013) (http://www.unece.org/index.php?id=32738)		X	X		
Atelier du Groupe de travail sur l'administration des biens fonciers sur l'administration électronique: « Collaboration pour une propriété sécurisée » (mai 2013) (http://www.unece.org/index.php?id=32220)		X	X	X		

Org.	Initiatives mentionnées	Modalités				
		a	b	c	d	e
C. Renforcer la capacité de charge écologique						
PNUE	Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions causées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement	X	X			
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification	Initiative pour rationaliser l'utilisation et la création de connaissances sur la gestion durable des terres en Asie centrale (juin 2013)	X	X			
	Stage de formation pour le Programme de contrôle des sources de sable (mars 2013) avec l'appui du Programme-cadre de surveillance de la désertification en Chine septentrionale (http://hmfz.forestry.gov.cn/portal/zsb/dyxm/download/bfkjwjhj/10.pdf)(http://www.dfs-online.de/references/chn-01/)	X	X			
	Manifestation concernant les questions de désertification, de dégradation des terres et de sécheresse en Asie (mai 2013) (http://www.unesco.org/new/en/unesco/events/natural-sciences-ents/?tx_browser_pi1%5BshowUid%5D=11745&cHash=ea9d347e76)	X	X			
	Conférence internationale sur les politiques et pratiques visant la gestion durable des terres (mai 2013) (http://www.gefop12.cn/news.php?id=2419) (http://www.gefop12.cn/news.php?id=2464)	X	X			
	Forum international sur les déserts tenu à Kubuqi (août 2013)	X	X			
	Forum d'échange sur la gestion durable des ressources naturelles pour l'Asie centrale (novembre 2012)	X	X			
	Atelier d'harmonisation sous-régionale des programmes d'action nationaux de lutte contre la désertification (mars 2013) (http://www.unccd.int/en/regional-access/Asia/Pages/asia.aspx)	X	X			
OCE	Programme de formation préparatoire au diplôme de troisième cycle en gestion environnementale					s.o.
	Rapport régional récapitulatif des rapports nationaux sur les progrès réalisés par les États membres de l'OCE					s.o.
	Bulletin de l'OCE sur l'environnement publié dans l'ECO Chronicle-The News Magazine of ECO					s.o.
	Exécution du projet intitulé « Conception et harmonisation des normes environnementales dans la région de l'OCE »					s.o.
	Organisation de la Réunion régionale sur le mouvement transfrontière des spécimens et des espèces biologiques					s.o.
	Atelier sur la gestion des écosystèmes des zones humides et Réunion régionale sur la biodiversité et les services écosystémiques					s.o.
	Recherche d'une assistance financière/technique pour l'établissement du profil de projet destiné à un programme régional pour la mise en œuvre du Plan-cadre d'action sur la coopération environnementale et le réchauffement mondial (2011-2015)					s.o.
UNICEF	Programmes de pays de l'UNICEF concernant l'eau, l'assainissement et l'hygiène (aspect environnemental)	X	X			X
BASD	« Ecological Footprint & Investment in Natural Capital in Asia and the Pacific » (http://www.adb.org/sites/default/files/pub/2012/ecological-footprint-asia-pacific.pdf)	X				
	Initiative « Cœur de Bornéo » (http://www.adb.org/themes/environment/environmental-initiatives-partnerships)			X		
	Initiative du Triangle de corail (http://www.adb.org/features/coral-triangle-amazon-seas-risk)			X		
	Sous-région Bassin du Mékong – Programme environnemental de base (http://www.adb.org/themes/environment/environmental-initiatives-partnerships)	X	X	X		
	Initiative sur la qualité de l'air dans les villes d'Asie (http://cleanairnet.org/)	X	X	X		
	Fonds pour l'environnement mondial (http://www.adb.org/themes/environment/environmental-initiatives-partnerships/adb-gef)			X		
CEE	Surveillance et évaluation de l'environnement (http://www.unece.org/env/europe/monitoring/index.html)			X		
	Étude de la performance environnementale du Turkménistan (2012) (http://www.unece.org/index.php?id=31562)	X				
	Étude de la performance environnementale du Tadjikistan (2012) (http://www.unece.org/index.php?id=31560)	X				
	Sensibilisation en Asie centrale aux avantages de la ratification des accords multilatéraux de la CEE sur l'environnement, en particulier de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (2012-2013)			X		
	Avantages pour le Turkménistan de l'application des conventions de la CEE sur les accidents industriels et sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (http://www.unece.org/env/eia/ashgabatjointworkshopjun11.html)			X		
	Évaluation d'impact environnemental dans les zones transfrontières en Asie de l'Est (http://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/eia/documents/ActivityReports/SeoulJun12/2012TEI_A_Workshop_report_final.pdf)			X		

Élaboration de systèmes pour les évaluations d'impact environnemental et les évaluations stratégiques environnementales en Ouzbékistan (http://www.unece.org/index.php?id=25892)			X	
Recensement des activités dangereuses pour l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan (http://www.unece.org/index.php?id=30855) (http://www.unece.org/index.php?id=30858)			X	
Amélioration de l'environnement et de la gouvernance en Asie centrale (www.unece.org/centralasianmeeting2012.html)			X	
Protocole RRTP (registre des émissions et des transferts de polluants) pour les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (www.unece.org/index.php?id=32486)			X	

Org.	Initiatives mentionnées	Modalités				
		a	b	c	d	e
D. Améliorer la gestion des ressources énergétiques pour un développement durable						
OCE	Plan d'action de l'OCE pour la coopération dans le secteur de l'énergie et du pétrole (2011-2015)	s.o.				
	Troisième Réunion ministérielle de l'OCE sur l'énergie et le pétrole (mars 2013)	s.o.				
	Mise en place d'un nouveau mécanisme pour le renforcement de la coopération entre les membres de l'OCE dans le secteur de l'énergie	s.o.				
	Activités pour la mise en place d'un marché de l'électricité dans la région de l'OCE	s.o.				
	Introduction du concept d'association des raffineries de l'OCE	s.o.				
	Document de réflexion sur les accords commerciaux relatifs à l'énergie	s.o.				
	Série de manifestations concernant les sources d'énergie renouvelables ou le rendement énergétique	s.o.				
ASACR	Plan d'action de l'ASACR sur la conservation de l'énergie (2012)	s.o.				
	Conception et fabrication de cuisinières améliorées Modèles de cuisinières fonctionnant à partir de la biomasse utilisables par les populations rurales des pays de l'ASACR (2012-2013)	s.o.				
	Réalisation d'une étude sur le potentiel géothermique de l'Asie du Sud (http://www.saarcenergy.org)	s.o.				
	Banque de données énergétiques de l'ASACR (premier rapport prêt d'ici la fin de 2013)	s.o.				
	Étude sur le mécanisme de tarification de l'énergie utilisé dans les pays de l'ASACR (sera achevée d'ici la fin de 2013)	s.o.				
	Atelier ASACR sur la prospection de gaz de réservoir étanche et de gaz de schiste en Asie du Sud (2012) (http://www.saarcenergy.org)	s.o.				
	Atelier ASACR sur les femmes et l'énergie (2012)	s.o.				
	Atelier sur l'utilisation rationnelle et la conservation de l'énergie dans les ménages avec la participation des femmes (octobre 2013)	s.o.				
	Atelier d'information sur les possibilités d'économie d'énergie dans la production de briques (2013)	s.o.				
	Atelier de formation aux audits énergétiques dans le secteur de l'électricité (août 2013)	s.o.				
Étude du cas du Programme indien d'énergie éolienne pour le transfert de technologie et le partage des meilleures pratiques (http://www.saarcenergy.org)	s.o.					
BASD	Programme pour l'énergie propre (http://www.adb.org/sectors/energy/programs/clean-energy-program)			X		
	Initiative sur l'énergie pour tous (http://www.adb.org/sectors/energy/programs/energy-for-all-initiative)			X		
	Mécanisme de partenariat pour le financement de l'énergie propre (http://www.adb.org/site/funds/funds/clean-energy-financing-partnership-facility)			X		
	Partenariat en faveur de l'énergie pour tous (http://www.adb.org/sectors/energy/programs/funds-and-partnerships) (http://www.energyforall.info/)			X		
	Énergie renouvelable, efficacité énergétique et changements climatiques (http://www.adb.org/sectors/energy/programs/funds-and-partnerships)			X		
	Guide sur l'Initiative en faveur de l'énergie solaire en Asie (http://www.adb.org/sites/default/files/pub/2011/solar-energy-initiative.pdf)			X		
	Initiative en faveur de l'énergie solaire en Asie: énergie solaire d'un coût abordable pour l'Asie et le Pacifique (http://www.adb.org/sites/default/files/pub/2011/brochure-solar-energy-initiative.pdf)			X		
CEE	Cours de formation international à la planification commerciale pour les projets visant l'utilisation rationnelle de l'énergie (avril 2013) (http://www.unece.org/index.php?id=32455)			X	X	X
	Cours de formation international à la planification commerciale pour les projets visant l'utilisation rationnelle de l'énergie (juin 2013) (http://www.unece.org/index.php?id=32820)			X	X	X
	Deuxième Forum international sur le rendement énergétique (septembre 2011) (http://www.unece.org/index.php?id=25461)		X		X	X
	Troisième Forum international: « L'énergie au service du développement durable » (septembre 2012) (http://www.unece.org/index.php?id=29476)		X		X	X

Org.	Initiatives mentionnées	Modalités				
		a	b	c	d	e
E. Améliorer la gestion des ressources en eau aux fins du développement durable						
UNICEF	Plans d'action nationaux pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène – appui pour la conception de petits systèmes réticulés destinés aux communautés et aux écoles	X	X	X		
	Déclaration de la Conférence ministérielle de l'Asie de l'Est sur l'assainissement et l'hygiène (EASAN) – appel en faveur de l'assainissement		X			
	Assainissement total piloté par la collectivité en Asie de l'Est et dans le Pacifique – progrès accomplis, enseignements tirés et orientations (http://www.unicef.org/eapro/Community_Led_Total_Sanitation.pdf)		X			
	Programme commun de surveillance de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (2012) (http://www.unicef.org/eapro/ressources_3582.html)		X			
BASD	Programme de financement de l'eau (http://www.adb.org/sectors/water/financing-program)			X		
	Politique et plan de la BASD dans le domaine de l'eau (http://www.adb.org/sectors/water/adb-water-policy-plan)		X			
	Mécanisme de partenariat pour le financement de l'eau (http://www.adb.org/sectors/water/funds)			X		
	Fonds de coopération pour les ressources en eau (http://www.adb.org/sectors/water/funds)			X		
	« Asian Water Development Outlook 2013 » (http://www.adb.org/sites/default/files/asian-water-development-outlook-2013-brochure.pdf)	X	X			
	« Addressing Climate Change and Migration in Asia and the Pacific » (http://www.adb.org/publications/addressing-climate-change-and-migration-asia-and-pacific?ref=themes/climate-change/publications)			X		
	« Disaster and Emergency Assistance Policy » (http://www.adb.org/documents/disaster-and-emergency-assistance-policy?ref=themes/governance/publications)			X		
	Plan d'action pour l'application de la politique d'assistance de la BASD en cas de catastrophe et d'urgence (http://www.adb.org/documents/action-plan-implementing-adb-s-disaster-and-emergency-assistance-policy?ref=themes/governance/publications)			X		
« Investing in Resilience: Ensuring a Disaster Resistant Future » (http://www.adb.org/publications/investing-resilience-ensuring-disaster-resistant-future)	X					
Fonds d'intervention pour les catastrophes dans la région Asie-Pacifique (http://www.adb.org/site/funds/funds/asia-pacific-disaster-response-fund-apdrf)			X			
CEE	Dialogues sur les politiques nationales concernant la gestion intégrée des ressources en eau (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan) (http://www.unece.org/env/water/npd.html)		X			
	Dialogue et coopération régionaux pour la gestion des ressources en eau en Asie centrale (http://www.unece.org/env/water/cadialogue/2ndphase.html)		X	X		
	Renforcement de la coopération dans la gestion de l'eau et des cours d'eau transfrontières en Asie centrale: le rôle des conventions de la CEE relatives à l'environnement (http://www.unece.org/index.php?id=28204)			X		
	Renforcement des capacités pour la coopération en matière de sécurité des barrages en Asie centrale (http://www.unece.org/env/water/damsafety.html)		X	X		
	« Qualité de l'eau en Asie centrale » (http://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/water/npd/ECE_08-09V_UNDA_Terminal_Report.pdf)		X	X		
	Adaptation aux changements climatiques dans le bassin des fleuves Chu et Talas (https://www2.unece.org/ehlm/platform/display/ClimateChange/Chu+Talas)	X	X	X		
	Conférence internationale de haut niveau sur la coopération transfrontière dans le domaine de l'eau et Atelier sur le Protocole relatif à l'eau et à la santé (http://www.unece.org/almaty_conference_october2011.html)		X	X		
	Établissement d'objectifs concernant l'eau et la santé au Kirghizistan et au Tadjikistan (http://www.pwhi.net)		X			
	Dialogues sur les politiques nationales concernant la gestion intégrée des ressources en eau (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie) (http://www.unece.org/env/water/npd)		X			
	Projet sur l'application de la Convention de la CEE relative à l'eau et sur la gestion des cours d'eau transfrontières partagés par la Géorgie et l'Azerbaïdjan (http://www.unece.org/env/water/caucasus.html)		X	X		
Atelier sous-régional organisé pour partager l'expérience acquise dans l'application du Protocole CEE-OMS/Europe sur l'eau et la santé à l'intention des pays du Caucase (http://www.unece.org/env/water/meetings/subregional_workshop_tbilisi_2013.html)		X				

Org.	Initiatives mentionnées	Modalités				
		a	b	c	d	e
F. Renforcer la capacité d'adaptation du développement socioéconomique aux changements climatiques						
PNUE	Réseau d'adaptation de la région Asie et Pacifique	X		X		X
	Réseau de l'Asie du Sud-Est sur les changements climatiques (http://www.unep.org/climatechange/sean-cc)	X		X		X
	Renforcement des capacités pour la conception d'un cadre de politique générale en faveur de sociétés à faibles émissions de carbone en Asie centrale	X		X		
	Évaluation des besoins technologiques et Plan d'action pour la technologie			s.o.		
	Réseau pour les technologies relatives aux changements climatiques et Centre financier	X				X
	Fourniture d'un appui technique et financier à la République populaire démocratique de Corée pour la préparation du rapport sur les perspectives pour l'environnement et le changement climatique (2012)	X		X		
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification	Atelier international sur la lutte contre la désertification et le développement socioéconomique durable (avril 2013) (http://hmfz.forestry.gov.cn/portal/zsb/dyxm/English.htm)	X				
	Réseau Asie du Nord-Est pour la coopération régionale dans la lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse et les tempêtes de poussière et de sable (décembre 2012)	X		X		
	Conférence régionale sur les tempêtes de poussière et de sable au Koweït (novembre 2012)	X		X		
UNICEF	Initiatives sur l'adaptation aux changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe dans les pays prioritaires			X		X
BASD	Programme pour les changements climatiques (http://www.adb.org/themes/climate-change/main)			X		
	Fonds pour les changements climatiques (http://www.adb.org/site/funds/funds/climate-change-fund)			X		
	Infrastructure de protection contre les effets des changements climatiques (http://www.adb.org/themes/climate-change/climate-resilience)			X		
	Programme d'adaptation aux changements climatiques pour le Pacifique (http://www.adb.org/projects/36069-012/main)			X		
	Pôle de connaissances sur les changements climatiques (http://www.adb.org/news/adb-establishes-climate-change-knowledge-hub-university-beijing?ref=themes/climate-change/news)	X				
CEE	Réunions sur les statistiques liées aux changements climatiques à l'intention des producteurs et des utilisateurs (2012-2013) (http://www.unece.org/stats/documents/2012.11.enviro.html) (http://www.unece.org/stats/documents/2013.11b.enviro.html)	X	X	X		